

Israël pris entre le marteau et l'enclume

Palestine/Israël: Ce qu'il s'est réellement passé à Gaza

Par Norman Finkelstein

CounterPunch, le 30 novembre 2012

article original : *«What Really Happened in Gaza»*

La ligne officielle est qu'Israël a lancé l'Opération Pilier de Défense le 14 novembre 2012, parce que, selon les mots du Président Obama, Israël avait « tous les droits de se défendre ».

Dans le cas présent, Israël se défendait prétendument contre les attaques de 800 projectiles émanant de Gaza depuis janvier de l'année dernière.

Les faits, cependant, suggèrent autre chose.

Depuis le début de l'année, un Israélien a été tué à la suite des attaques gazaouies, tandis que 78 Gazaouis ont été tués par des frappes israéliennes. Le pouvoir en place à Gaza, le Hamas, était essentiellement engagé dans la prévention des attaques. En effet, Ahmed al-Jabari, le dirigeant du Hamas dont l'assassinat par Israël a déclenché l'actuelle série de combats, était considéré par Israël comme le principal exécutif des cessez-le-feu périodiques, et il était en train de faire appliquer un tel cessez-le-feu juste au moment où il a été liquidé.

Le Hamas fermait occasionnellement les yeux, ou se joignait à la prévention de l'escalade, lorsque les provocations israéliennes résultaient de frappes de représailles par les rivaux islamistes du Hamas partisans plus engagés dans la lutte armée. Toutefois, il se dérobaient pour ne pas être taxé de collaborateur d'Israël, à l'image de l'Autorité Palestinienne.

On a spéculé sur le fait que le Hamas mourait d'envie d'une confrontation avec Israël.

Mais cette dernière année, le Hamas a été dans une période faste. Son âme sœur idéologique, les Frères Musulmans, ont accédé au pouvoir en Égypte. L'émir du Qatar s'est rendu à Gaza emportant avec lui la promesse d'une aide de 400 millions de dollars, tandis que le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait prévu de se rendre à Gaza peu après. En Cisjordanie, de nombreux Palestiniens enviaient (à tort ou à raison) le fait que les Gazaouis se portaient mieux économiquement.

Pendant ce temps, l'Université Islamique de Gaza avait même réussi à décrocher une conférence universitaire à laquelle a participé le célèbre linguiste Noam Chomsky. L'étoile du Hamas montait lentement mais

sûrement, aux dépens de l'infortunée Autorité Palestinienne. La toute dernière chose dont il avait besoin à ce moment-là était d'une confrontation avec Israël, inévitablement destructrice, qui compromettrait ces acquis accumulés progressivement et chèrement gagnés.

D'un autre côté, de nombreux Israéliens cyniques spéculaient sur le fait que le Premier ministre Benjamin Netanyahu avait lancé cette opération dans le but de renforcer les perspectives de son élection en janvier 2013.

Cependant, en règle générale, les dirigeants israéliens ne lancent pas d'opérations militaires majeures pour des gains électoraux alors que des intérêts d'Etat importants sont en jeu. Le fait que le Ministre de la Défense Ehoud Barak ait quitté la politique peu après la fin de cette dernière opération et que sa cote de popularité se soit améliorée suggère que l'élection à venir ne fût pas une considération de premier ordre pour lui.[1] Alors pourquoi Israël a-t-il attaqué ?

Dans un sens, Israël a été franc sur ses motivations. Il n'a pas arrêté de dire, de façon crédible, qu'il voulait restaurer sa « capacité de dissuasion » — c'est-à-dire la crainte qu'Israël inspire au monde arabo-musulman.

Toutefois, la vraie question est la nature de la menace qu'Israël voulait dissuader.

Cette dernière attaque contre Gaza s'est déroulée dans le contexte plus large des échecs israéliens successifs en politique étrangère.

Netanyahu avait cherché à se rallier la communauté internationale pour une attaque contre l'Iran, mais il a fini par passer pour un idiot lorsqu'il a brandi un dispositif nucléaire iranien « introduit clandestinement » aux Nations Unies. Le Hezbollah s'est vanté qu'un drone qu'il avait lancé avait pénétré dans l'espace aérien israélien, et il s'est ensuite réservé le droit de pénétrer dans l'espace aérien d'Israël quand il le veut. A présent, son arriviste de double « terroriste » à Gaza gagnait en respectabilité alors que le monde arabo-musulman, à sa porte, faisait un pied de nez collectif à Israël.

Les autochtones commençaient à s'agiter. Il était temps de ressortir le bâton et de montrer aux gens du coin qui commande.

« En plein cœur de l'Opération Pilier de Défense », a observé le très respecté Crisis Group, « reposait un effort de démontrer que la toute nouvelle confiance du Hamas était dans l'ensemble prématurée et que, en dépit du réveil islamiste, les changements au Moyen-Orient ne changeraient pas grand chose. »

Néanmoins, Israël avait besoin d'un prétexte approprié. Donc, exactement comme ils savaient que la

rupture du cessez-le-feu en novembre 2008, par le meurtre de six militants du Hamas, susciterait une riposte massive, les Israéliens devaient donc savoir que l'assassinat de Jabari susciterait une riposte comparable.

A proprement parler, cette attaque israélienne différait de façon significative de l'Opération Plomb Fondu (OPF) en 2008-2009 : elle a été qualitativement moins meurtrière et moins destructrice. A partir de là, de nombreux commentateurs ont déduit qu'Israël avait utilisé, cette fois-ci, des armes plus précises et, de façon concomitante, qu'Israël avait « retenu la leçon » de l'OPF sur la manière d'éviter de faire des victimes civiles.

En fait, 99% des attaques de l'armée de l'air israélienne durant l'OPF ont touché leurs cibles de façon précise, tandis que l'objectif de l'opération était — selon les mots du rapport Goldstone, qui a été soutenu par une quantité d'autres rapports des droits de l'homme — de « punir, humilier et terroriser » la population civile gazaouie.

Si, en comparaison le dernier déchaînement de violence d'Israël s'est avéré moins meurtrier, c'était parce que des contraintes politiques sans précédent lui avaient été imposé :

— La Turquie et l'Égypte avaient largement fait savoir qu'elles ne resteraient pas les bras croisés si Israël répétaient la performance de l'OPF. De façon précoce, les deux pays avaient tiré une ligne rouge contre une attaque terrestre israélienne. Bien que cela soit maintenant officiellement nié, il a été rapporté correctement à l'époque qu'Obama, sans aucun doute poussé par ces acteurs régionaux clés, a conseillé à Israël de ne pas envahir.

— Le Rapport Goldstone pendait comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête d'Israël, qui avait réussi, la première fois, à éviter les poursuites devant la Cour Pénale Internationale et l'exercice de la juridiction universelle par plusieurs pays pour ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité. Mais la deuxième fois les Israéliens auraient pu ne pas être aussi chanceux.

— Gaza grouillait de reporters étrangers. Avant l'OPF, Israël avait fermé hermétiquement Gaza du monde extérieur avec la coopération de l'Égypte d'Hosni Moubarak. Dans la phase initiale du massacre, Israël bénéficiait d'un monopole quasi-total de la couverture médiatique. Mais maintenant, les journalistes pouvaient entrer librement à Gaza et rapporter en temps réel et de façon crédible les atrocités commises par Israël.

En raison de ces trois facteurs, Israël a surtout visé des sites qui pouvaient être considérés comme « légi-

times ». Il est vrai que quelques 70 civils palestiniens ont été tués, mais cela pouvait être inscrit comme « dommages collatéraux ».

Les civils morts et blessés de durant cette attaque israélienne, même s'ils furent beaucoup moins nombreux que lors des précédentes opérations militaires, ont reçu une couverture médiatique détaillée et en images. Lorsque Israël a testé les limites de sa légitimité militaire, les problèmes sont arrivés. Après avoir rasé des structures civiles du gouvernement à Gaza, les gros titres sur le site internet du New York Times disaient, « Israël vise des bâtiments civils ». Quelques heures plus tard, cela s'est métamorphosé en « bâtiments du gouvernement » (sans aucun doute après un appel du consulat israélien). Pourtant, la catastrophe était imminente : la conduite israélienne était étroitement scrutée par les personnes de l'extérieur, et Israël avait intérêt à se montrer prudent.

Les exceptions saillantes se sont produites durant les négociations finales du cessez-le-feu, lorsque Israël a eu recours à ses tactiques terroristes habituelles afin de soutirer les meilleures conditions possibles, et a pris aussi pour cible les journalistes dans l'éventualité où les négociations échoueraient et que les Israéliens auraient dû, en fin de compte, lancer leur invasion terrestre meurtrière.

La résistance armée que le Hamas a opposée durant les huit jours de l'attaque israélienne était largement symbolique. Bien qu'Israël ait acclamé la réussite du Dôme de Fer, ce dernier n'a certainement pas sauvé beaucoup de vies, voire peut-être aucune. Durant l'OPF, quelques 800 projectiles et obus qui ont atterri en Israël ont tué trois civils israéliens, tandis que durant la dernière attaque israélienne, quelques 1.400 projectiles et obus qui ont atterri en Israël ont tué quatre civils.

Il est peu probable que le Hamas, dans l'ensemble et en tenant compte de quelques rares exceptions, ait utilisé des armes beaucoup plus avancées techniquement dans cette dernière salve. A travers son armée d'informateurs et de surveillance aérienne de haute technologie, Israël aurait été au courant si le Hamas avait disposé de grandes quantités d'armes sophistiquées et aurait détruit ces planques avant ou durant le premier jour de l'attaque. Il est aussi improbable que Netanyahu aurait pris le risque d'attaquer juste à la veille d'une élection, si le Hamas avait possédé des armes capables d'infliger des pertes civiles importantes. Une poignée de projectiles du Hamas ont atteint des zones plus éloignées en Israël qu'auparavant, mais celles-ci manquaient d'explosifs ; un responsable israélien les a décrites sur un ton moqueur comme étant « essentiellement des tubes ».

Si Israël a fait du battage autour du Dôme de Fer, ce fut parce que sa prétendue efficacité était la seule réussite qu'Israël pouvait citer dans son estimation finale. Le paroxysme de l'attaque israélienne est arrivé lorsque Israël a été incapable de briser la détermination des habitants de Gaza. D'un côté, Israël avait épuisé toutes les cibles militaires planifiées à l'avance et, par ailleurs, les Israéliens ne pouvaient pas prendre pour cible la population civile. Le Hamas s'est adapté avec succès à la stratégie du Hezbollah consistant à tirer ses projectiles sans discontinuer, avec pour résultat psychologique qu'Israël ne pouvait pas déclarer que sa capacité de dissuasion avait été restaurée, et par conséquent forcer les Israéliens à recourir à une invasion terrestre.

Cependant, Israël ne pouvait pas lancer une telle invasion sans subir des pertes importantes dans ses rangs à moins que les Forces de Défense Israéliennes (FDI) ne détruisent tout et tout le monde pour nettoyer un passage jusqu'à Gaza. Mais, à cause des nouvelles circonstances — le réalignement régional après le Printemps arabe, et la Turquie sous Erdogan ; la menace d'un « mega-Goldstone », ainsi que le commentateur israélien chevronné l'a formulé ; la présence de services de presse étrangers incorporés non pas dans Tsahal, mais dispersés parmi les Gazaouis — Israël ne pouvait pas lancer une invasion terrestre du style de celle de l'OPF.

Israël a donc été pris entre le marteau et l'enclume. Les Israéliens ne pouvaient pas mater le Hamas sans une invasion terrestre, et ils ne pouvaient pas lancer une invasion terrestre sans encourir des pertes politiquement inacceptables et coûteuses, ainsi que l'opprobre mondiale.

Il est possible de déterminer le moment précis où l'attaque israélienne s'est terminée : la raillerie du dirigeant du Hamas, Khaled Mechaal, lors d'une conférence de presse, le 19 novembre, adressée à Israël, Allez-y, envahissez !

Netanyahou a paniqué. Son bluff a pris l'eau et Israël s'est retrouvé exposé et nu devant le monde entier. Ce qui s'est produit ensuite était une répétition de l'invasion israélienne du Liban en 2006. Incapable de stopper les attaques à la roquette du Hezbollah, mais effrayé par la perspective d'une invasion terrestre qui signifiait se frotter au Parti de Dieu, Israël a appelé à la rescousse la Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice pour négocier un cessez-le-feu. Cette fois-ci, la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton fut sommée de tirer Israël d'affaire. Pas même l'attaque à la bombe du 21 novembre contre un bus de Tel Aviv — laquelle, cessez-le-feu ou non aurait normalement suscité des représailles israéliennes massives — n'a fait changer Netanyahou de sa détermination à mettre fin immé-

diatement à l'opération, avant que le Hamas ne reprenne ses railleries.

Les termes de l'accord final ont marqué une défaite étonnante pour Israël. Celui-ci a appelé à un cessez-le-feu mutuel, pas un seul, comme Israël l'exigeait, imposé unilatéralement au Hamas. Il incluait également une formule qui impliquait la levée du siège de Gaza. Notamment, il n'incluait pas la condition que le Hamas cesse ses importations ou sa production d'armes. La raison n'est pas difficile à trouver. En vertu de la loi internationale, les peuples qui résistent à l'occupation étrangère ont le droit (ou, comme certains juristes internationaux plus prudent le formulent, la permission) d'utiliser la force armée. L'Égypte, qui a négocié le cessez-le-feu, n'était pas prête à accepter une clause qui concédait le droit légal du Hamas.^[2]

Il ne fait aucun doute qu'Israël espérait que les États-Unis utilisent leur poids politique pour arracher à l'Égypte des meilleures conditions de cessez-le-feu. Mais l'administration Obama, plaçant les intérêts américains en premier et voulant par conséquent amener l'Égypte sous son aile, n'était pas prête (à supposer qu'elle l'ait pu) à regarder l'Égypte de haut pour le compte d'Israël.

Si le moindre doute subsistait quant au vainqueur et au perdant dans cette dernière salve, celui-ci a été rapidement dissipé. Israël a lancé cette attaque pour restaurer la crainte de Gaza à son égard. Mais après que le cessez-le-feu et ses conditions furent annoncés, les Palestiniens ont envahi les rues de Gaza dans une humeur de fête comme s'ils se rendaient à un banquet de mariage. Dans une interview accordée à Christiane Amanpour de CNN, Khaled Mechaal, du Hamas, a fait bonne figure et dégage la confiance d'un dirigeant de statut mondial. Pendant ce temps, lors de la conférence de presse israélienne annonçant le cessez-le-feu, le triumvirat au pouvoir — Netanyahou, Barak et le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman — ressemblaient à des écoliers convoqués chez le directeur d'école, comptant les secondes jusqu'à ce que l'humiliation prenne fin.

Ce cessez-le-feu tiendra probablement jusqu'à ce qu'Israël puisse trouver le moyen de dominer militairement étant donné le nouvel environnement politique. Les jours de Plomb Fondu sont révolus, tandis qu'une opération du type de Pilier de Défense ne portera pas les fruits de la victoire. Il est toutefois peu probable qu'Israël respecte les conditions de l'accord final quant à la levée du siège de Gaza. Durant les délibérations pour accepter ou non le cessez-le-feu, Barak avait déjà écarté les petits caractères, en disant « Un jour après le cessez-le-feu, personne ne se souviendra de ce qui est écrit dans cet avant-projet. »

De la même manière, il est improbable que l'Égypte fasse pression sur les États-Unis pour qu'ils obligent Israël à respecter les termes de ce cessez-le-feu. Les intérêts respectifs de la nouvelle Égypte et du Hamas divergent plus qu'ils ne convergent. L'Égypte a désespérément besoin des subventions américaines, et elle négocie actuellement un prêt de 5 milliards de dollars avec le FMI, où le vote de Washington est décisif. La popularité du gouvernement du Président Mohamed Morsi dépendra au bout du compte de ce qu'il obtiendra pour les Égyptiens, pas pour les Gazaouis.

En attendant, les élites politiques étasuniennes portent Morsi aux nues, en caressant son ego et en spéculant sur la « relation spéciale » qu'il a cultivé avec Obama. Ceux qui sont familiers avec les manipulations politiques des États-Unis à l'endroit des dirigeants arabes — en particulier, des dirigeants médiocres et méprisables comme Anouar El-Sadate — ne seront pas surpris par l'idéalisation actuelle de Morsi par les États-Unis.

Il est également improbable que la Turquie se fatigue au nom du Hamas. A l'instant présent, elle est piquée au vif par la rebuffade d'Obama qui a désigné l'Égypte comme interlocuteur de choix pour négocier le cessez-le-feu. La Turquie aurait été disqualifiée parce qu'elle a traité Israël « d'Etat terroriste » durant cette attaque, alors que l'Égypte a « seulement » accusé Israël « d'actes d'agression, de meurtre et de massacre ».

Encore, aspirant à être le principal partenaire régional des États-Unis, et calculant que le chemin vers Washington passe par Tel Aviv, la Turquie a repris les négociations avec Israël pour mettre fin au blocage diplomatique après qu'Israël eut tué, en 2010, huit ressortissants turcs à bord d'un vaisseau humanitaire en route pour Gaza. D'un autre côté, sa récente opération a fait voir à Israël que s'aliéner ses deux partenaires historiques dans la région, l'Égypte et la Turquie, n'est pas une politique prudente, et une réconciliation entre Ankara et Tel Aviv pour sauver la face (le gouvernement turc exige officiellement des excuses, une indemnité financière et la fin du siège de Gaza) est donc probablement en perspective.

En un mot (comme en cent), il se trouve, même dans la nouvelle ère qui s'est ouverte, que des limites précises existent quant à la quantité de soutien régional que les Palestiniens peuvent espérer recueillir.

Il apparaît que de nombreux Palestiniens ont conclu de la défaite retentissante infligée à Israël que seule la résistance armée pourra mettre fin à l'occupation israélienne. En fait, la résistance armée du Hamas n'a toutefois opéré que pour l'essentiel au niveau des perceptions — les projectiles dirigés sur Tel Aviv ont bien perturbé les habitants de cette ville — et il est

improbable que les Palestiniens puissent un jour rassembler une puissance militaire suffisante pour forcer les Israéliens à se retirer de la Cisjordanie.

Mais la ténacité de Gaza jusqu'à la dernière minute de l'attaque israélienne a vraiment démontré la volonté invincible du peuple de Palestine. Si cette force potentielle peut être exploitée dans une campagne de résistance civile de masse, et si les supporters des droits palestiniens dans le monde font leur boulot de mobiliser l'opinion publique et de changer les politiques gouvernementales, alors Israël pourrait être obligé de se retirer, et avec moins de vies palestiniennes perdues que dans la résistance armée.

Cet article a bénéficié de nombreuses conversations avec l'analyste politique palestinien Mouin Rabbani et avec Jamie Stern-Weiner, dans le rôle de l'avocat du diable.

Traduit de l'anglais par [JFG-QuestionsCritiques]

Notes :

[1] On a également spéculé sur le fait que la coalition au gouvernement [israélien] devait faire quelque chose pour calmer l'indignation populaire suite aux attaques du Hamas. Mais en fait, ces douze derniers mois, ces attaques ont été à peine remarquées sur le radar politique d'Israël, la focalisation étant essentiellement placée sur l'Iran et les questions intérieures.

[2] Dans une note diplomatique d'accompagnement adressée à Netanyahou, Obama a vaguement promis « d'aider Israël à s'occuper de ses besoins en matière de sécurité, en particulier la question de la contrebande d'armes et d'explosifs qui entrent dans Gaza ».

NOUS RECOMMANDONS ÉGALEMENT LA LECTURE DE :

"Le Conflit Israélo-Palestinien", par Jean-François Goulon (Le Retour aux Sources, 2012). Compilation de textes écrits par les plus grands auteurs juifs (et quelques autres) ayant traité ce sujet et qui retracent l'histoire de ce conflit, depuis les origines cananéennes de la Palestine à sa demande d'adhésion à l'ONU.

[zPalestine] [zFinkelstein]